



Agence spatiale  
canadienne

Canadian Space  
Agency



# **Agence spatiale canadienne**

**2019-2020**

**Rapport financier trimestriel**

**Pour le trimestre terminé**

**le 31 décembre 2019**

# Compte rendu de la gestion pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019

## 1. Introduction

Ce rapport financier trimestriel a été préparé par la direction tel qu'exigé par l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Ce rapport financier trimestriel devrait être lu de concert avec le [Budget principal des dépenses 2019-2020](#)<sup>1</sup>.

### 1.1 Mandat et activités de programmes

L'Agence spatiale canadienne (ASC) a pour mandat *de promouvoir l'exploitation et l'usage pacifiques de l'espace, de faire progresser la connaissance de l'espace au moyen de la science et de faire en sorte que les Canadiens tirent profit des sciences et techniques spatiales sur les plans tant social qu'économique.*

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur le [mandat](#) et le cadre ministériel des résultats de l'ASC dans le [Plan ministériel 2019-2020](#)<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Les données financières présentées à titre de dépenses prévues dans le Budget principal des dépenses (BPD) et le plan ministériel peuvent différer des autorisations disponibles présentées dans ce Rapport financier trimestriel (RFT). Les données du plan ministériel comprennent une estimation des rajustements au BPD pour l'année complète, tandis que le RFT présente uniquement les autorisations accordées à ce jour via le processus du budget des dépenses (c.-à-d. BPD et Budgets supplémentaires des dépenses).

### 1.2 Méthode de présentation du rapport

Ce rapport financier trimestriel (RFT) a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations, joint à ce rapport, inclut les autorisations de dépenser de l'ASC accordées par le Parlement et utilisées par l'ASC, de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses votés au 31 décembre pour l'exercice 2019-2020 comparativement à 2018-2019. Ce RFT a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

L'autorisation préalable du Parlement est requise avant que le gouvernement puisse dépenser des fonds. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

L'ASC utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses soit, une comptabilité d'exercice partielle.

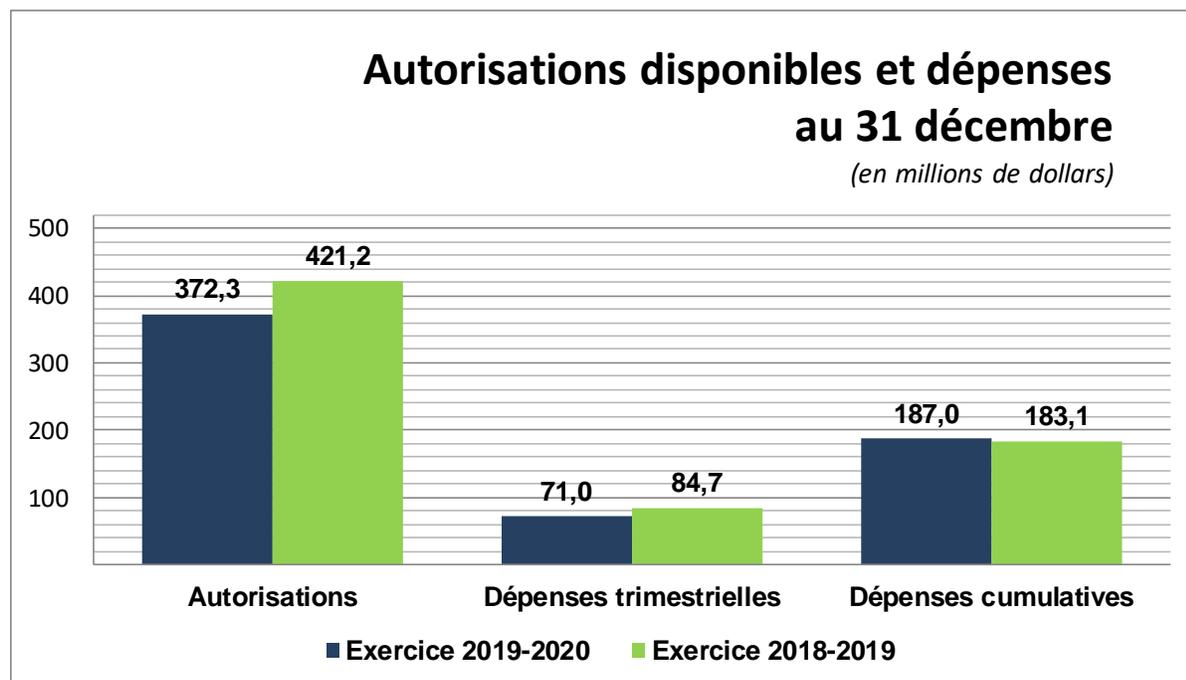
La comptabilité d'exercice partielle inclut les déboursés ainsi que certains courus pour les salaires et les indemnités salariales.

Ce RFT n'a pas fait l'objet d'un audit externe. Par contre, il a été examiné par les membres du Comité d'audit de l'ASC, qui sont satisfaits de la présentation et du contenu du rapport.

## 2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels

La présente section souligne les éléments significatifs qui ont contribué aux changements au niveau des autorisations disponibles pour l'exercice ainsi qu'au niveau des dépenses trimestrielles et cumulatives pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019.

Le graphique ci-dessous donne un aperçu des variations des autorisations disponibles et des dépenses. Des détails supplémentaires sur ces variations se retrouvent aux sections 2.1 et 2.2 ainsi que dans les tableaux en annexe.



Les chiffres étant arrondis, ils peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

## 2.1 Changements importants dans les autorisations (crédits totaux disponibles) entre les exercices 2019-2020 et 2018-2019

Les crédits totaux disponibles au 31 décembre 2019 sont de 372,3 millions de dollars et représentent une diminution de 48,9 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Autorisations (en milliers de dollars)	2019-2020	2018-2019	Variance	%
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	189 678	179 828	9 850	5%
Crédit 5 - Dépenses en capital	113 647	175 516	(61 869)	(35%)
Crédit 10 - Subventions et contributions	58 696	56 411	2 285	4%
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 312	9 463	849	9%
Dépenses Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5	21	(16)	(76%)
<b>Autorisations budgétaires totales</b>	<b>372 338</b>	<b>421 239</b>	<b>(48 901)</b>	<b>(12%)</b>

L'augmentation de 9,9 millions de dollars du crédit 1 – Dépenses de fonctionnement s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une augmentation de 9,4 millions de dollars suite à l'obtention du financement additionnel pour la prolongation de la participation du Canada à la mission de la Station spatiale internationale (SSI) de 2021 à 2024.
- Une augmentation de 2,3 millions de dollars de financement reçu du Conseil du Trésor pour des conventions collectives.
- Une diminution de 1,8 million de dollars pour les activités reliées au projet Quantum Encryption and Science Satellite (QEYSSat), liée à des besoins différents en fonction de l'avancement du projet.

La diminution de 61,9 millions de dollars du crédit 5 – Dépenses en capital s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une diminution de 54,5 millions de dollars pour les activités reliées à la Mission de la Constellation Radarsat (MCR), liée à des besoins différents en flux de trésorerie du projet.
- Une diminution de 3,9 millions de dollars pour les activités reliées au projet de Système de recherche en sciences de la vie (LSRS), liée à des besoins différents en flux de trésorerie du projet.
- Une diminution de 2,6 millions de dollars pour les activités reliées au projet de topographie des surfaces d'eau océaniques et continentales (SWOT-C), liée à des besoins différents en flux de trésorerie du projet.
- Une augmentation de 5,2 millions de dollars suite à l'obtention du financement additionnel pour le projet Quantum Encryption and Science Satellite (QEYSSat).
- L'écart résiduel est composé de multiples variations inhérentes à la gestion des ressources du Programme spatial canadien (PSC). Elles résultent du fait que les

besoins budgétaires par crédit ne sont pas linéaires d'une année à l'autre résultant des transferts entre crédits ou des reports de fonds dans une autre année financière.

L'augmentation de 2,3 millions de dollars du crédit 10 – Subventions et contributions s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une augmentation de 2,6 millions de dollars liée aux besoins de trésorerie anticipés des contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne (ASE).
- L'écart résiduel est composé de multiples variations inhérentes à la gestion des ressources du Programme spatial canadien (PSC). Elles résultent du fait que les besoins budgétaires par crédit ne sont pas linéaires d'une année à l'autre résultant des transferts entre crédits ou des reports de fonds dans une autre année financière.

## 2.2 Changements importants dans les dépenses trimestrielles et cumulatives (crédits utilisés) entre les exercices 2019-2020 et 2018-2019

Les dépenses trimestrielles et cumulatives pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019 sont de 71,0 et de 187,0 millions de dollars et représentent une diminution trimestrielle de 13,7 millions de dollars et une augmentation cumulative de 3,9 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent.

### Dépenses par crédit au 31 décembre

Dépenses par Crédit (en milliers de dollars)	2019-2020		2018-2019		Variance	
	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	38 551	103 057	39 009	101 217	(458)	1 840
Crédit 5 - Dépenses en capital	24 765	55 383	31 385	44 377	(6 620)	11 006
Crédit 10 - Subventions et contributions	5 137	20 851	11 927	30 385	(6 790)	(9 534)
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 578	7 734	2 365	7 097	213	637
Dépenses Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	-	-	3	16	(3)	(16)
<b>Dépenses budgétaires totales par Crédit</b>	<b>71 031</b>	<b>187 025</b>	<b>84 689</b>	<b>183 092</b>	<b>(13 658)</b>	<b>3 933</b>

Les dépenses trimestrielles et cumulatives du crédit 1 – Dépenses de fonctionnement de 2019-2020 sont sensiblement les mêmes que pour l'exercice 2018-2019.

La diminution de 6,6 millions de dollars des dépenses trimestrielles et l'augmentation de 11,0 millions de dollars des dépenses cumulatives du crédit 5 – Dépenses en capital s'explique principalement par :

- Des variations de dépenses attribuables au calendrier de paiements sur la Mission Constellation Radarsat (MCR).

La diminution de 6,8 millions de dollars des dépenses trimestrielles et la diminution de 9,5 millions de dollars des dépenses cumulatives du crédit 10 – Subventions et contributions s'explique principalement par :

→ Des variations dans le calendrier de paiements à l'Agence spatiale européenne (ASE).

**Dépenses par article courant au 31 décembre**

Dépenses par Article courant (en milliers de dollars)	2019-2020		2018-2019		Variance	
	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives
Personnel	17 695	56 913	19 189	56 368	(1 494)	545
Transports et communications	1 149	3 188	1 240	3 167	(91)	21
Information	1 674	2 281	1 121	2 528	553	(247)
Services professionnels et spéciaux	23 879	51 817	22 054	48 364	1 825	3 453
Location	1 059	2 443	914	1 778	145	665
Service de réparation et d'entretien	238	1 116	961	2 617	(723)	(1 501)
Services publics, fournitures et approvisionnements	535	1 910	180	1 126	355	784
Acquisition de terrains, de bâtiments et ouvrages	-	-	56	93	(56)	(93)
Acquisition de matériel et d'outillage	19 671	44 660	27 022	34 653	(7 351)	10 007
Paiements de transfert	5 137	20 851	11 927	30 385	(6 790)	(9 534)
Autres subventions et paiements	(6)	1 846	25	2 013	(31)	(167)
<b>Dépenses budgétaires totales par Article courant</b>	<b>71 031</b>	<b>187 025</b>	<b>84 689</b>	<b>183 092</b>	<b>(13 658)</b>	<b>3 933</b>

L'augmentation de 1,8 million de dollars des dépenses trimestrielles et l'augmentation de 3,5 millions de dollars des dépenses cumulatives pour l'article courant Services professionnels et spéciaux est principalement causée par :

→ Des variations dans le calendrier de paiements liées à la réalisation d'activités sur le contrat d'entretien et des opérations de la Station spatiale internationale (SSI) et la réalisation d'activités en technologies spatiales.

La diminution de 1,5 million de dollars des dépenses cumulatives pour l'article courant Service de réparation et d'entretien est principalement causée par :

→ Une variation dans le calendrier de paiements liées au projet de maintien d'infrastructures immobilières du Laboratoire David Florida (LDF).

La diminution de 7,4 millions de dollars des dépenses trimestrielles et l'augmentation de 10,0 millions de dollars des dépenses cumulatives pour l'article courant Acquisition de matériel et d'outillage est principalement causée par :

→ Des variations dans le calendrier de paiements liées à la Mission Constellation Radarsat (MCR).

La diminution de 6,8 millions de dollars des dépenses trimestrielles et la diminution de 9,5 millions de dollars des dépenses cumulatives pour l'article courant Paiements de transfert est principalement causée par :

→ Des variations dans le calendrier de paiements à l'Agence spatiale européenne (ASE).

### 3. Risques et incertitudes

Les dépenses cumulatives au 3<sup>e</sup> trimestre de 2019-2020 représentent 50% des autorisations alors que 75% de l'année financière s'est écoulée. Le niveau des dépenses est légèrement supérieur aux exercices financiers 2018-2019 (43%) et 2017-2018 (45%). Cette situation ne représente aucun enjeu car les dépenses cumulatives se rétabliront en fin d'année financière lors de l'enregistrement des courus selon la comptabilité d'exercice intégrale combiné avec le report des budgets à l'exercice suivant.

La nature spécifique du programme spatial canadien confronte l'ASC à des enjeux liés au développement de technologies avancées ainsi qu'à l'aspect international de certains projets. Pour le Canada, les activités spatiales doivent être réalisées en partenariat avec les autres puissances spatiales au moyen de technologies novatrices et abordables. La nature internationale et les défis techniques associés au développement et à la mise en œuvre de technologies innovantes, en collaboration avec de multiples partenaires, génèrent des risques dans la réalisation des projets et donc, des risques financiers associés à l'utilisation des fonds tels que le report des fonds et la hausse des coûts.

De l'Accord de coopération Canada / l'Agence spatiale européenne (ASE) émane également des risques tels que les montants payables qui varient en fonction des changements des statistiques sur le produit national brut (PNB), de la variation de la devise canadienne par rapport à l'euro (taux de change), de l'inflation et de l'application de la politique industrielle de l'ASE. Ces risques ont une incidence à la fois sur les coûts et le profil des flux de trésorerie.

Pour atténuer ces risques, l'ASC revoit régulièrement son portfolio de projets, ses plans d'activités, ses échéanciers et ses stratégies de gestion financière pour s'adapter aux changements apportés aux programmes spatiaux de ses principaux partenaires (National Aeronautics and Space Administration (NASA), ASE et autres agences spatiales). De plus, des pratiques rigoureuses de gestion de projets sont en place. Ces initiatives permettent à l'ASC de faire le suivi et de rapporter sur les progrès de ses engagements, d'évaluer l'efficacité de ses travaux et d'harmoniser ses ressources avec les priorités.

De plus, l'ASC gère les risques financiers et les incertitudes liés au système Phénix en adoptant des stratégies d'atténuation des risques. Jusqu'à présent, l'ASC a pris un certain nombre de mesures afin d'aider à stabiliser le système de paie et de veiller à ce que les employés soient payés adéquatement et à temps. L'ASC est l'un des ministères dont les comptes n'ont pas encore été transférés au centre de paie et qui continue à offrir des services de rémunération. L'équipe de la rémunération, dont la composition varie pour répondre à la demande, vérifie de près les inexactitudes des paies et communique directement avec les employés pour fournir des éclaircissements et prendre rapidement des mesures afin de régler les problèmes au besoin. En outre, l'équipe participe activement à divers groupes de travail et forums dirigés par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) et/ou Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Le personnel des Finances effectue aussi régulièrement le rapprochement des salaires pour vérifier et ajuster les écarts de dépenses.

### 4. Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Il n'y a pas eu de changement important quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes au cours du troisième trimestre de 2019-2020.

## **Approbation des cadres supérieurs**

Approuvé par,

La version originale a été signée par  
Sylvain Laporte, le 13 février 2020

---

Sylvain Laporte                      Date  
Président  
Longueuil, Québec

La version originale a été signée par  
Jean-Claude Piedboeuf, le 7 février 2020

---

Jean-Claude Piedboeuf, B. Ing., Ph.D.    Date  
Dirigeant principal des finances  
Longueuil, Québec

**AGENCE SPATIALE CANADIENNE**  
**Rapport financier trimestriel**  
**Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019**

Annexe 1

**État des autorisations** (non audité)

(en milliers de dollars)

	<b>Exercice 2019-2020</b>			<b>Exercice 2018-2019</b>		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 (1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 (1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Crédit 1: Dépenses de fonctionnement	189 678	38 551	103 057	179 828	39 009	101 217
Crédit 5: Dépenses en capital	113 647	24 765	55 383	175 516	31 385	44 377
Crédit 10: Subventions et contributions	58 696	5 137	20 851	56 411	11 927	30 385
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 312	2 578	7 734	9 463	2 365	7 097
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5	-	-	21	3	16
<b>Autorisations budgétaires totales</b>	<b>372 338</b>	<b>71 031</b>	<b>187 025</b>	<b>421 239</b>	<b>84 689</b>	<b>183 092</b>

(1) N'inclut que les Autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

**AGENCE SPATIALE CANADIENNE**  
**Rapport financier trimestriel**  
**Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019**

Annexe 2

**Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non audité)**

(en milliers de dollars)

	<b>Exercice 2019-2020</b>			<b>Exercice 2018-2019</b>		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020	Dépenses durant le trimestre terminé le 31 décembre 2019	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019	Dépenses durant le trimestre terminé le 31 décembre 2018	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
<b>Dépenses:</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Personnel	80 134	17 695	56 913	73 019	19 189	56 368
Transports et communications	4 281	1 149	3 188	5 180	1 240	3 167
Information	1 824	1 674	2 281	3 101	1 121	2 528
Services professionnels et spéciaux	164 465	23 879	51 817	138 547	22 054	48 364
Location	2 983	1 059	2 443	1 841	914	1 778
Service de réparation et d'entretien	3 379	238	1 116	1 441	961	2 617
Services publics, fournitures et approvisionnements	1 702	535	1 910	1 742	180	1 126
Acquisition de terrains, de bâtiments et ouvrages	650	-	-	4 032	56	93
Acquisition de matériel et d'outillage	51 177	19 671	44 660	129 190	27 022	34 653
Paiements de transfert	58 696	5 137	20 851	56 411	11 927	30 385
Autres subventions et paiements	3 047	(6)	1 846	6 735	25	2 013
<b>Dépenses budgétaires totales</b>	<b>372 338</b>	<b>71 031</b>	<b>187 025</b>	<b>421 239</b>	<b>84 689</b>	<b>183 092</b>